

RÉ-GU-LA-RI-SÉ !



Après plus de deux années de lutte, plus de 60 rassemblements, plus de 2800 signatures à la pétition, venues de toute l'Aisne et d'ailleurs, **Abdelmajid va recevoir un titre de séjour d'un an avec autorisation de travailler.**

Pour en arriver là, était-il nécessaire de rendre la vie impossible à ce couple et de créer cette situation d'angoisse dévastatrice ? Pourquoi n'avoir pas trouvé plus tôt cette solution humaine et de bon sens ?

Le **Collectif de Défense des Sans Papiers de l'Aisne**, qui vient de recevoir cette information au cours d'une entrevue avec les services de la Préfecture, est **fier du combat** qu'il a mené, toujours en accord avec Abdelmajid, toujours dans le souci d'éviter d'abord l'expulsion, puis de trouver la voie d'une régularisation. Nous réfléchissons à la tenue d'une **fête** d'ici quelques semaines.

Nous attendons une issue positive pour Elisa !

Au cours de l'entrevue avec les services préfectoraux, nous avons abordé d'autres cas. Et, en particulier, celui d'Elisa, rescapée de l'enclave de Cabinda, ce petit morceau d'Angola séparé du reste du pays et où s'est développé un mouvement indépendantiste durement réprimé.



Écoutons Elisa : « Quand j'ai décidé de partir, j'étais seule avec mes enfants. J'étais en grand danger car des soldats sont venus, ils ont tué mon enfant qui avait deux ans et mon mari s'est enfui, sans que je sache où il était parti, car on en voulait à sa vie.

Les soldats du MPLA, c'est-à-dire du gouvernement angolais, venaient pour chercher mon mari, qui était un informateur qui espionnait le MPLA pour le compte du FLEC/FAC (mouvement indépendantiste). Mon mari a disparu, je ne sais pas ce qu'il est devenu, je n'ai eu aucune nouvelle de lui. C'était en 2007.

Plusieurs personnes de ma famille ont été assassinées : ma sœur a été tuée car elle aussi participait au FLEC/FAC : elle manifestait dans la rue. C'était quelques mois avant que les soldats n'assassinent mon fils et que mon mari ne s'enfuit, mais après l'assassinat de mon père. Ma sœur s'appelait Elisée Kondé, 28 ans, elle était enceinte de 8 mois. Elle faisait une manifestation, des soldats sont arrivés, je manifestais aussi, ils étaient nombreux, ils frappaient les gens, elle a été tuée par coups de feu ... »

La 1ère demande d'asile a pourtant été rejetée. Elisa vit depuis bientôt deux ans avec ses deux enfants dans un centre d'hébergement d'urgence à Soissons, sans aucune ressource et cette situation n'est plus vivable. Les services préfectoraux nous ont affirmé qu'ils nous réexamineraient sa situation et répondraient d'ici un mois. **Pour nous, elle ne peut être que la régularisation et l'accès aux droits sociaux.** Elisa a déjà trop souffert !

Clin d'œil



Abdelmajid tient à « remercier » le préfet...

Merci, merci, merci M. le préfet ! Voilà ce que j'ai envie de dire à M. Pierre Bayle !

Pas pour avoir accepté de me donner des papiers : j'y avais droit, c'était mon droit de vivre avec la personne de mon choix en France.

Mais plutôt pour m'avoir permis de rencontrer les gens du collectif de défense des sans papiers, des gens chaleureux qui sont devenus des amis. Et puis, malgré les moments de colère et de déprime, qu'est-ce qu'on a pu rigoler ensemble !

Abdelmajid

La dictature, les disparitions et le sort des mamans congolaises

Si nous nous réjouissons de la régularisation d'Abdelmajid, nous voyons aussi dans nos permanences, arriver des femmes qui ont tout quitté dans le désespoir après la « disparition » de leur mari ou compagnon, qui s'est trouvé dans le mauvais camp, au mauvais moment.



La situation au Congo-Kinshasa est particulièrement tragique. Hollande l'a reconnu qui a reçu des représentants de l'opposition, lors de sa visite récente. Mais cela ira-t-il jusqu'à des actes concrets pour ces mamans congolaises réfugiées dans l'Aisne, dont le principal souci est de trouver enfin un peu de paix, un peu de stabilité pour leurs enfants, accueillis dans des écoles protectrices.

Collectif de défense des sans papiers de l'Aisne, membre de RESF
cdsp02@wanadoo.fr www.cdsp02.org www.educationsansfrontieres.org/resf02

soutenu par : Ligue des Droits de l'Homme de Picardie, de l'Aisne, de Soissons, de Chauny-Tergnier, Fédération de parents d'élèves FCPE de l'Aisne, Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI), SUD Education, Union Syndicale Solidaires 02, FSU, Union Locale-CGT de Soissons, Union Locale-CGT de Château-Thierry, CGT Educ'action, SNES-FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, Comité de Lutte lycéen de Nerval, UNL 02 (Union Nationale Lycéenne), Sud Santé Sociaux, Syndicat National Unifié des Impôts, CNT 02, Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts - CGT, Confédération paysanne, Confédération Syndicale des Familles (CSF), Parti Communiste Français (PCF), Parti Radical de Gauche de l'Aisne (PRG), Mouvement de la Jeunesse Socialiste (MJS), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Les Verts de l'Aisne, Alter Ekolo, Gauche Unitaire, Groupe Kropotkine de la Fédération Anarchiste, Parti de Gauche de l'Aisne, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre solidaire, Action Catholique Ouvrière, Madomé (Braine France-Mandiakuy Mali), Compagnie Nomades

Pour nous contacter **CDSP 02 7 rue des Fonds d'Envaux 02380 VERNEUIL-SOUS-COUCY**

él. : 06 77 43 10 04 et 03 23 2

